

[print](#)

Le siège de Julian Assange est une mascarade

De [John Pilger](#)

Global Research, novembre 25, 2014

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/le-siege-de-julian-assange-est-une-mascarade/5416302>

Le siège de Knightsbridge est une mascarade. Depuis deux ans, une présence policière exagérée et coûteuse autour de l'ambassade d'Equateur à Londres, n'a servi à rien sinon à exhiber le pouvoir de l'État. Leur proie, un Australien accusé d'aucune infraction, réfugié victime d'une injustice flagrante, et qui n'a comme protection que la chambre que lui a proposé un courageux pays d'Amérique Latine. Son véritable crime est d'avoir initié une vague de lanciers d'alertes à une époque de mensonges, de cynisme et de guerres.

La persécution de Julian Assange doit cesser. Même le gouvernement britannique le pense clairement. Le 28 octobre, le député, ministre des affaires étrangères, Hugo Swire, expliqua au parlement qu'il « *accueillerait volontiers* » le procureur suédois à Londres et « *qu'il ferait tout pour le faciliter* ». Le ton reflétait de l'impatience.

Le procureur suédois, Marianna Ny, a refusé de venir à Londres pour interroger Assange sur ces accusations de harcèlement sexuel à Stockholm en 2010 – même si la loi suédoise l'y autorise et que cette procédure est banale à la fois pour le Royaume-Uni et pour la Suède. Les preuves documentées d'une menace contre la vie et la liberté d'Assange, de la part des Etats-Unis – s'il venait à quitter l'ambassade – sont nombreuses. Le 14 Mai de cette année, des dossiers de tribunaux américains révélèrent qu'une « enquête multi-sujets » contre Assange était « active et en cours ».

Ny n'a jamais clairement expliqué pourquoi elle refusait de venir à Londres, tout comme les autorités suédoises n'ont jamais expliqué pourquoi elles refusaient de donner à Assange la garantie qu'il ne serait pas extradé vers les Etats-Unis en vertu d'un accord secret entre Stockholm et Washington. En décembre 2010, *The Independent* révéla que les deux gouvernements avaient discuté son extradition vers les Etats-Unis avant que le mandat d'arrêt Européen ne soit lancé.

Une des explications pourrait être que, contrairement à sa réputation de bastion libéral, la Suède est si proche de Washington qu'elle a autorisé des accords secrets « d'extradition » avec la CIA – incluant la déportation illégale de réfugiés. L'extradition et les tortures qui s'ensuivirent de deux réfugiés politiques égyptiens en 2001 furent condamnées par le comité de l'ONU contre la torture, par Amnesty International et par Human Rights Watch ; la complicité et la duplicité de l'Etat suédois sont documentés dans un câble de litige civile publié par Wikileaks. Pendant l'été 2010, Assange s'était rendu en Suède pour parler des révélations de Wikileaks sur la guerre d'Afghanistan – où la Suède avait envoyé des troupes sous le commandement des Etats-Unis.

Les Américains poursuivent Assange parce que Wikileaks a exposé leurs innombrables crimes commis dans les guerres d'Afghanistan et d'Irak : le massacre de dizaines de milliers de civiles, passé sous silence ; et leur mépris pour la souveraineté nationale et les lois internationales, comme le montrent clairement les câbles diplomatiques divulgués.

Pour son rôle dans la divulgation des meurtres de civils Afghans et Irakiens par des

soldats US, l'héroïque soldat Bradley (Chelsea, maintenant) Manning fut condamné à 35 ans de prison, après avoir été détenu pendant plus de 1000 jours dans des conditions qui, selon le rapporteur spécial de l'ONU, relevaient de la torture.

Le même sort attend Assange si les Etats-Unis lui mettent la main dessus. Les menaces d'enlèvement et d'assassinat sont devenues monnaie courante chez les extrémistes de la politique des Etats-Unis, depuis la calomnie aberrante du vice-président Joe Biden qui a qualifié Assange de « *cyber-terroriste* ». Tous ceux qui doutent des brutalités qui l'attendent devraient se remémorer l'atterrissage forcé de l'avion du président bolivien, l'année dernière – dont on croyait à tort qu'il transportait Edward Snowden.

Selon des documents publiés par Snowden, Assange est sur une « liste de personnes à pourchasser ». La tentative de Washington pour le capturer, selon un câble diplomatique australien, est « *sans précédent par l'ampleur et les moyens mis en oeuvre* ». A Alexandria, en Virginie, un grand jury secret a passé 4 ans à élaborer un crime pour lequel Assange pourrait être poursuivie. Ce n'est pas simple. Le premier amendement de la constitution des Etats-Unis protège les éditeurs, les journalistes et les lanceurs d'alertes comme « *éléments d'une démocratie saine [et qui] doivent être protégés de représailles* ». Sous la présidence d'Obama, plus de lanceurs d'alertes ont été poursuivis que sous toutes les autres présidences combinées. Avant même que le verdict ne soit prononcé dans le procès de Chelsea Manning, Obama le considérait déjà comme coupable.

« *Des documents divulgués par Wikileaks depuis qu'Assange est en Angleterre* », a écrit Al Burke, l'éditeur du site *Nordic News Network*, un site de référence en ce qui concerne les dangers qui guettent Assange, « *indiquent clairement que la Suède a régulièrement cédé à la pression des Etats-Unis dans le domaine des droits civils. Tout porte à croire que si Assange était confié aux autorités suédoises, il serait extradé vers les Etats-Unis sans aucune considération pour ses droits légaux.* »

Quelques éléments semblent indiquer que le peuple suédois et la communauté juridique locale ne soutient pas l'intransigeance du procureur Marianne Ny. Autrefois complètement hostile envers Assange, la presse suédoise a publié des Unes telles que « *Allez à Londres, pour l'amour de Dieu.* »

Pourquoi refuse-t-elle ? Plus précisément, pourquoi n'autorise-t-elle pas aux tribunaux Suédois l'accès à des centaines de SMS que la police a enregistré depuis le téléphone d'une des deux femmes impliquées dans ces allégations de harcèlement ? Pourquoi ne les transmet-elle pas aux avocats suédois d'Assange ? Elle dit qu'elle n'est pas tenue par la loi de le faire tant qu'aucune accusation formelle n'a été portée et qu'elle ne l'a pas interrogé. Mais alors, pourquoi ne l'interroge-t-elle pas ?

Cette semaine, la Cour d'Appel suédoise va décider d'ordonner, ou pas, à Ny de divulguer les messages SMS ; ou alors le litige finira à la Cour Suprême et à la Cour Européenne de Justice. Comble de l'ironie, les avocats suédois d'Assange ont seulement été autorisés à « visionner » les SMS, qu'ils ont donc du mémoriser.

Un des messages de la femme en question montre clairement qu'elle ne voulait pas qu'Assange soit poursuivi, « *mais que la police a insisté pour mettre la main sur lui* ». Elle fut « *choquée* » quand ils l'ont arrêté parce qu'elle « *voulait juste qu'il passe un test [VIH]* ». Elle « *ne voulait pas accuser JA de quoi que ce soit* » et « *c'est la police qui a inventé ces charges* ». (Dans un témoignage, elle dit avoir été « *manipulée par la police et d'autres autour d'elle* ».)

Aucune des femmes ne prétend avoir été violée. En effet, les deux ont nié avoir été violées et l'une d'entre elles a depuis tweeté, « *je n'ai pas été violée* ». Qu'elles ont été manipulées par la police et que leurs souhaits ignorés est une évidence – peu importe ce que racontent aujourd'hui leurs avocats. Elles sont probablement victimes d'une saga Kafkaïenne.

Pour Assange, le seul procès qu'il ait vu c'est son procès médiatique. Le 20 août 2010, la police suédoise a ouvert une « investigation pour viol » et immédiatement – et illégalement – a déclaré dans les tabloïds suédois qu'il y avait un mandat d'arrêt contre Assange pour « le viol de deux femmes ». Et cette information fit le tour du monde.

A Washington, le secrétaire à la Défense des Etats-Unis Robert Gates expliqua, avec un grand sourire, que l'arrestation « *était pour lui une bonne nouvelle* ». Les comptes twitter associés au Pentagone décrivent Assange comme un « *violeur* » et un « *fugitif* ».

Moins de 24 heures après, le procureur en chef de Stockholm, Eva Finne, pris la tête de l'investigation. Elle fit immédiatement annuler le mandat, en expliquant, « *Je ne crois pas qu'il y ait de raison de soupçonner qu'il ait commis un viol* ». 4 jours après, elle fit annuler toute enquête, en expliquant, « *Il n'y a aucun soupçon d'aucun crime que ce soit* ». Le dossier fut clos.

C'est alors qu'entra en scène Claes Borgstrom, un politicien de renom du Parti Social-Démocrate alors candidat aux imminentes élections générales de Suède. Quelques jours après l'abandon du dossier par la procureure en chef, Borgstrom, en tant qu'avocat, expliqua aux médias qu'il allait représenter les deux femmes et qu'il ferait appel à un autre procureur, de la ville de Gothenberg. En l'occurrence Marianne Ny, que Borgstrom connaissait bien. Elle aussi était membre du Parti Social-Démocrate.

Le 30 août, Assange se rendit volontairement à un poste de police de Stockholm afin de répondre à toutes les questions qu'on lui poserait. Pour lui, le dossier était clos. Deux jours plus tard, Ny annonça qu'elle rouvrirait le dossier. Un journaliste suédois demanda alors à Borgstrom pourquoi le dossier était rouvert alors qu'il venait d'être clos, en citant le témoignage d'une des deux femmes, qui avait expliqué ne pas avoir été violée. Il répondit alors, « *Ah, mais elle n'est pas avocate* ». L'avocat australien d'Assange James Catlin, répondit, « *Tout ça est ridicule...c'est comme s'ils inventaient tout au fur et à mesure* ».

Le jour où Marianne Ny rouvrit le dossier, le dirigeant des services de renseignements militaires suédois ("MUST") critiqua ouvertement Wikileaks dans un article intitulé « Wikileaks [est] une menace pour nos soldats ». Assange fut averti que les services de renseignements suédois, le SAP, avaient été informés par leurs homologues étasuniens que les accords de partage d'informations entre les deux pays seraient « stoppés net » si la Suède lui permettait de rester sur son territoire.

Pendant cinq semaines, Assange dut attendre en Suède pendant le déroulement de la nouvelle enquête. Le *Guardian* était alors sur le point de publier les « Rapports de Guerre » d'Irak, basés sur les révélations de Wikileaks, qu'Assange était censé superviser. Son avocat à Stockholm demanda alors à Ny si elle voyait une objection à ce qu'il quitte le pays. Elle l'autorisa à partir.

Inexplicablement, dès qu'il eut quitté la Suède – au pic de l'intérêt médiatique pour les révélations de Wikileaks – Ny émit un mandat d'arrêt européen et une « alerte rouge » d'Interpol normalement réservée aux dangereux criminels et aux terroristes. Traduit en cinq langues, cela allait inévitablement exciter les médias.

Assange dut se rendre à un poste de police à Londres, fut arrêté et passa 10 jours en confinement solitaire à la prison de Wandsworth. Relâché sous caution de £340.000, il fut soumis à un contrôle électronique, obligé à se rendre quotidiennement à la police, et il fut placé en résidence surveillée, en attendant que son dossier soit transmis à la Cour Suprême. Il n'avait toujours pas été condamné pour quoi que ce soit. Ses avocats réitérèrent sa proposition d'être interrogé par Ny à Londres, en lui faisant remarquer que c'était elle qui l'avait autorisé à quitter la Suède. Ils suggérèrent un bâtiment spécial utilisé par Scotland Yard à cet effet. Elle refusa.

Katrin Axelsson et Lisa Longstaff de [Women Against Rape](#) (Femmes Contre le Viol) écrivirent : « *Les allégations contre Assange ne sont qu'un rideau de fumée derrière lequel un grand nombre de gouvernements essaient de faire tomber Wikileaks pour avoir eu l'audace de révéler au public leurs plans de guerres et d'occupations secrets, avec les conséquences en viols, meurtres et destruction que cela entraîne... Les autorités se fichent tellement de la violence contre les femmes qu'elles manipulent des allégations de viols comme bon leur semble. [Assange] a clairement montré qu'il était disponible pour une interrogation par les autorités suédoises, en Angleterre, ou via Skype. Pourquoi refusent-elles cet élément essentiel pour leur enquête ? De quoi ont-ils peur ?* »

Cette question resta sans réponse tandis que Ny émettait le mandat d'arrêt européen (European Arrest Warrant, EAW), un produit draconien tout droit sorti de la « guerre contre le terrorisme » censé permettre d'appréhender les terroristes, et les bandes criminelles organisées. Le EAW supprimait toute obligation pour un état signataire de fournir des preuves de crime. Plus de 1000 EAW sont émis chaque mois ; seul quelques-uns ont réellement un rapport avec de réelles accusations de « terrorisme ». La plupart sont émis pour des délits mineurs, comme des amendes et autres crédits impayés. Bon nombre de ces extradés font face à plusieurs mois de prison, sans condamnation. Il y a eu un nombre important d'erreurs judiciaires choquantes, que des juges britanniques ont sévèrement critiquées.

Le dossier d'Assange arriva finalement devant la Cour Suprême en Mai 2012. Dans un jugement qui valida le EAW – dont les exigences rigides ne laissaient aucune marge de manœuvre à la Cour – les juges signifièrent que les procureurs européens pouvaient émettre des mandats d'extradition au Royaume-Uni sans aucun contrôle judiciaire, et ce, même si le parlement n'était pas d'accord. Ils ont bien fait comprendre que le parlement avait été « trompé » par le gouvernement de Blair. La Cour était divisée, 5 contre 2, et se prononça donc contre Assange.

Cependant, le Juge en chef de la Cour d'Angleterre, Lord Phillips, commit une erreur. Il fit appliquer la Convention de Vienne sur le droit des traités, permettant aux pratiques étatiques d'outrepasser la réglementation. Alors que, comme le fit remarquer l'avocat d'Assange, Dinah Rose QC, cela ne s'appliquait pas pour l'EAW.

La Cour Suprême n'admit avoir commis cette erreur cruciale que lorsqu'elle dut traiter un autre appel contre un EAW en novembre de l'an dernier. La décision contre Assange avait été une rreur, mais il était trop tard pour revenir en arrière.

Le choix d'Assange était difficile : être extradé vers un pays qui refusait de dire si oui ou non il serait ensuite extradé vers les Etats-Unis, ou chercher en urgence une dernière solution pour se mettre à l'abri. Avec le soutien de la plupart des pays d'Amérique Latine, le courageux gouvernement d'Equateur lui proposa le statut de réfugié afin qu'il échappe à ce qui s'annonçait être, preuves à l'appui, un traitement cruel et hors-du-commun de la part des Etats-Unis ; cette menace violait les droits humains fondamentaux ; et son propre gouvernement en Australie l'avait

abandonné et s'était rangé aux côtés de Washington. Le gouvernement travailliste de la première ministre Julia Gillard l'avait même menacé de lui retirer son passeport.

Gareth Peirce, la célèbre avocate des droits de l'homme qui représente Assange à Londres, écrit à celui qui était alors ministre des affaires étrangères de l'Australie, Kevin Rudd : « *Vu l'ampleur des débats publics, très souvent basés sur de fausses accusations... il est très difficile de préserver sa présomption d'innocence. Mr Assange a maintenant au-dessus de sa tête non pas une, mais deux épées de Damoclès, une extradition potentielle vers deux juridictions différentes pour deux accusations de crimes différentes, dont aucune ne vient de son propre pays, et sa sécurité personnelle qui est en danger compte tenu des circonstances politiquement très chargées.* »

Ce ne fut pas avant d'avoir contacté la Haute Commission Australienne à Londres que Peirce reçut une réponse, qui ne répondit à aucun des points urgents qu'elle soulevait. Dans une réunion à laquelle j'ai assisté avec elle, le consul-général de l'Australie, Ken Pascoe, osa cette déclaration incroyable, expliquant qu'il ne savait rien sur les détails de cette affaire « *que ce qu'il lisait dans la presse.* »

Pendant ce temps, la perspective d'une erreur judiciaire grotesque fut noyée dans une virulente champagne contre le fondateur de Wikileaks. Des attaques très personnelles, mesquines, brutales et inhumaines furent lancées contre un homme qui n'avait toujours pas été condamné pour quoi que ce soit, et qui se retrouvait pourtant plus maltraité qu'un condamné faisant face à l'extradition pour le meurtre de sa femme. Le fait que la menace des Etats-Unis contre Julian Assange fût une menace contre tous les journalistes, contre la liberté d'expression, se perdit au milieu du sordide et des ambitions.

Des livres furent publiés, des contrats de cinéma furent signés et des carrières lancées sur le dos de Wikileaks, avec l'idée qu'attaquer Assange était normal et qu'il était trop pauvre pour se défendre en justice. Des gens ont gagné de l'argent, beaucoup d'argent, alors que Wikileaks luttait pour sa survie. L'éditeur du *Guardian*, Alan Rusbridger, a dit des révélations de Wikileaks, qu'il publia dans son journal, qu'elles étaient « *l'un des plus grands scoops journalistiques des 30 dernières années* ». Ce qu'il intégra dans ses plans de marketing pour augmenter le prix de vente de son journal.

Sans qu'un centime ne soit versé à Assange ou à Wikileaks, le livre très à la mode du *Guardian* entraîna à sa suite un film Hollywoodien très lucratif. Les auteurs du livre, Luke Harding et David Leigh, qualifièrent gratuitement Assange de « *personne instable* » et « *insensible* ». Ils révélèrent aussi le mot de passe secret qu'il avait donné au journal, en lui faisant confiance, qui servait à protéger un fichier numérique contenant les câbles de l'ambassade étasunienne. Avec Assange prisonnier à l'ambassade d'Equateur, Harding, se tenant à l'extérieur, avec la police, jubilait sur son blog « *Scotland Yard pourrait avoir le dernier mot* ».

Cette injustice infligée à Assange est l'une des raisons pour lesquelles le Parlement va finalement voter une réforme de l'EAW. Les mesures draconiennes utilisées à son encontre n'existent plus aujourd'hui ; des preuves devront être apportées et une « interrogation » ne serait pas un motif suffisant pour une extradition. « *Son affaire a été gagnée dans sa totalité* », m'a confié Gareth Peirce, « *ces changements dans la loi signifient que le Royaume-Uni reconnaît maintenant officiellement comme correcte tout ce qui a été plaidé dans son affaire. Et pourtant il n'en bénéficie pas. Et le sérieux de l'offre d'asile de l'Equateur n'est remis en question ni par le Royaume-Uni, ni par la Suède* ».

Le 18 mars 2008, une guerre contre Wikileaks et Julian Assange fut prédite dans un document secret du Pentagone préparé par l' « organe d'évaluation de cyber contre-espionnage ». Il décrivait un plan détaillé afin de détruire le sentiment de « confiance » qui est le « centre de gravité » de Wikileaks. Cela serait accompli avec des menaces « d'exposition [et] de poursuites pénales ». Réduire au silence et criminaliser cette source unique de journalisme indépendant était le but, la calomnie était la méthode. L'enfer est plus doux que la fureur d'une grande puissance bafouée.

John Pilger

Article original en anglais :



[The Siege of Julian Assange is a Farce](#), publié le 16 novembre 2014

Traduction par 4emesinge.com

Copyright © 2014 Global Research